Regard sur la participation de populations marginalisées à la recherche-action. Le cas des squatteurs en Ile-de-France

The Participation of Marginalised Populations in Research-Action: A Case Study of Squatters in the Ile-de-France Region (Paris and Surrounding Region)

Anne Petiau et Lionel Pourtau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1375>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.1375](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.1375)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Anne Petiau et Lionel Pourtau, « Regard sur la participation de populations marginalisées à la recherche-action. Le cas des squatteurs en Ile-de-France », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 43 | 2011, mis en ligne le 01 mai 2011, consulté le 25 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1375> ; DOI : [10.4000/interventionseconomiques.1375](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.1375)

Ce document a été généré automatiquement le 25 mai 2019.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Regard sur la participation de populations marginalisées à la recherche-action. Le cas des squatteurs en Ile-de-France

The Participation of Marginalised Populations in Research-Action: A Case Study of Squatters in the Ile-de-France Region (Paris and Surrounding Region)

Anne Petiau et Lionel Pourtau

Introduction

- 1 L'Institut de Travail Social et de Recherches Sociales, le Centre d'Etude sur l'Actuel et le Quotidien (Université Paris Descartes), la mission Squats de Médecins du Monde et l'Intersquat mènent une recherche-action autour du dispositif de la mission Squats de Médecins du Monde. Celle-ci conduit des actions de réduction des risques sanitaires et sociaux, d'accès aux droits et aux soins des personnes vivant en squat et dans les lieux non prévus pour l'habitat à Paris, en situation de vulnérabilité socio-sanitaire. La recherche-action porte des visées de connaissance mais aussi de réflexion et d'évaluation des pratiques. Il s'agit de contribuer à la connaissance du milieu des squats et des problématiques d'accès aux soins et aux droits qui lui sont associées, mais aussi d'évaluer la pertinence du dispositif mis en place par la mission Squats.
- 2 Après avoir donné quelques éléments sur la recherche-action d'une manière générale et dans le cadre de notre recherche en particulier, nous aborderons le dispositif méthodologique mis en œuvre pour cette recherche. En partageant les apports mais aussi les limites et les questionnements de cette recherche-action, nous souhaitons contribuer à la réflexion sur les méthodes de recherche participative en travail social, en particulier en sociologie de la déviance.

La recherche-action : genèse et dispositif méthodologique

La mission Squats de Médecins du Monde : ses objectifs, ses publics

- 3 Médecins du Monde (MdM), association reconnue d'utilité publique, est une organisation non gouvernementale développant des actions humanitaires. Association médicale, elle développe en France des missions de réduction des risques auprès des usagers de drogues depuis 1987 : programmes d'échange de seringues, centres de soins spécialisés en toxicomanie, bus méthadone, missions raves. Depuis 1997, MdM Paris mène des actions de réduction des risques dans les raves. La mission Squats de MdM est issue d'un élargissement de l'activité de la mission Raves, ainsi devenue la mission Raves et Squats. Cette extension est née d'une observation simple : une partie du public rencontré en rave sur Paris se logeait en squat. A cette extension du champ spatial d'action de la mission s'ajoute une extension de l'objectif même de la mission : de la réduction des risques sanitaires liés à l'usage de drogues en milieu festif techno à la réduction des risques sanitaires et sociaux des personnes vivant en squat et dans les lieux non prévus pour l'habitat à Paris. Les publics de la mission sont des populations hétérogènes, en situation de vulnérabilité socio sanitaire : squatteurs organisés collectivement, jeunes en insertion professionnelle (jeunes en errance, artistes pauvres, voyageurs, travailleurs saisonniers), personnes sans domicile, étrangers en situation irrégulière, personnes avec risque physique ou psychique (usagers de drogues, maladies psychiatriques, malades hors dispositif de soin), sortants de prison... Le programme Squat veut, en développant un rôle d'interface entre les dispositifs de droit commun et les personnes vivant en squats, favoriser l'accès aux droits et aux soins pour les personnes vivant en situation de vulnérabilité socio sanitaire, dans ces lieux non prévus pour l'habitat. L'objectif de la mission est d'aller vers et de travailler avec ces publics, qui n'ont pas habituellement recours aux services d'aide.
- 4 Ainsi, MdM est intervenu de 2005 à 2009 dans le squat La Petite Roquette. C'est en effet suite à une demande précise de résidents rencontrés dans les actions de la mission en milieu festif et en squats, que MdM a monté sa permanence médico-sociale dans ce squat. L'ensemble des activités mises en œuvre a été possible grâce à la participation effective des squatteurs et des acteurs socioculturels du lieu. Les résidents du squat La Petite Roquette participent à l'accueil, à l'orientation des personnes qui se présentent aux permanences socio sanitaires et de celles qui viennent dans ce squat, orientées par les personnes relais (squatteurs, SDF, jeunes en errance...).
- 5 Les permanences de la mission sont ensuite devenues mobiles ; la mission réalise des visites exploratoires et des permanences dans différents squats de Paris et d'Ile-de-France. Les squats concernés sont majoritairement des « squats artistiques » et des « squats d'activités », c'est-à-dire qu'ils remplissent une fonction d'hébergement mais s'ouvrent également au public en des occasions définies (concerts, événements culturels et artistiques, activités organisées par des associations, portes ouvertes, repas de quartier, etc.). Ces squats ont pour caractéristique de rassembler des populations hétérogènes, et de mêler situations de précarité, difficultés d'accès au logement et aux espaces de création, et aspiration à un mode vie alternatif (Bouillon, 2009).

Recherche-action et recherche partenariale : éléments de définition

- 6 Depuis les apports initiaux de Kurt Lewin, considéré comme le fondateur de ce type de recherche, la recherche-action a été conceptualisée et mise en œuvre par plusieurs écoles de pensée. La recherche-action a été initiée, avec Lewin dans les années 40, dans une perspective d'intervention psychosociale. Ce courant s'est vite orienté vers des recherches opérationnelles cherchant à améliorer la dynamique des groupes et/ou le fonctionnement d'institutions et d'organisations (Goyette, Léssart-Hébert, 1987). Une deuxième période de travaux se caractérise par une dimension plus participative et communautaire. La recherche repose alors sur des principes d'implication des membres de la communauté concernée, de reconnaissance de leurs compétences en termes de production de connaissance et par sa visée de changements sociaux allant vers davantage de justice sociale (P.-A. Lapointe, 2008). La recherche-action s'est donc développée dans de multiples directions, depuis la recherche-action institutionnelle, les recherches opérationnelles, jusqu'à l'étude des mouvements sociaux.¹ A la fin des années 80, au moment où la recherche-action connaît un regain d'intérêt, Goyette et Léssard-Hébert font le constat que « la notion de recherche-action s'est élargie à un ensemble de concepts et de pratiques diversifiées et parfois mal définies. Il devient alors très difficile de cerner les fondements et le concept de recherche-action par une définition qui respecte cette diversité tout en manifestant certaines caractéristiques communes » (1987, p. 12). Les auteurs en cernent alors les contours en circonscrivant des finalités communes à ce type de recherche : la production de connaissance, un positionnement critique vis-à-vis de la science dite traditionnelle (tant du point de vue des méthodes, des critères de scientificité, des problèmes étudiés que des articulations entre théorie et pratique), une visée de changement social et de formation (*Ibid.*, p. 17).
- 7 Nous retenons ici une définition extensive de la recherche-action : « il s'agit de recherches dans lesquelles il y a une action délibérée de transformation de la réalité ; recherches ayant un double objectif : transformer la réalité et produire des connaissances sur ces transformations » (Hugon et Seibel, cité par Barbier, 1996, p. 7). La recherche-action met en œuvre la collaboration entre plusieurs types d'acteurs : chercheurs, intervenants de terrain et/ou personnes concernées par la problématique. Elle exige donc la co-définition des objectifs et méthodes d'investigation, la coproduction des connaissances entre ces acteurs. Elle vise une transformation de la réalité sociale. Elle trouve son fondement dans des besoins sociaux, et le chercheur se départit de la neutralité habituelle pour chercher un changement dans les pratiques ou plus largement dans la société ambiante (Barbier, 1996, pp. 23-41).
- 8 Si la recherche-action prend différentes formes selon les traditions, nous pouvons schématiser de grandes variations qui dépendent :
 - Des personnes à l'origine de la recherche-action, selon qu'il s'agisse des personnes concernées par la problématique, des praticiens (on emploie la notion de « praticiens chercheurs » lorsqu'elle est réalisée par les intervenants seulement) ou des chercheurs.
 - De leur mode de collaboration, c'est-à-dire du degré de partage de l'activité de recherche entre les différents groupes d'acteurs.
 - De la nature de la transformation visée : évolution des pratiques des travailleurs sociaux, évolution de l'institution ou de l'organisation concernée par les pratiques, changement dans la réalité sociale, souvent via l'empowerment des groupes concernés (Dolbec, 2006).

- Des liens entre recherche et action.

- 9 La recherche partenariale a pu être saisie pour sa part comme une troisième génération de recherche-action, portée notamment par le programme de recherche alliant Université et Communautés au Québec et au Canada (les ARUC : Alliances de Recherche Université-Communauté, lancées en 1999). Selon P.-A. Lapointe (2008), ces recherches se distinguent des courants précédents par l'association de tous les acteurs concernés par la thématique étudiée et leur participation à toutes les étapes de la recherche.
- 10 Notre recherche s'en distingue par le profil des acteurs engagés : bien que traitant des relations que les squatteurs entretiennent avec les institutions médico-sociales, celles-ci ne sont pas représentées dans l'équipe de recherche. Par ailleurs, une division des tâches a été maintenue dans le travail d'analyse, tous les partenaires impliqués n'y participant pas à la même hauteur.²

La recherche-action autour de la mission Squats et le programme PICRI

- 11 Notre recherche est financée par le programme PICRI de la Région Ile-de-France. PICRI signifie « Partenariat Institution Citoyens pour la Recherche et l'Innovation ». Ce programme, inspiré du programme québécois ARUC, finance des projets co-menés par des laboratoires universitaires et des organisations de la société civile à but non lucratif (associations, fondations). Les appels d'offre annuels ne sont donc pas fléchés en termes de disciplines et de thématiques. Le programme, lancé en 2005, vise à favoriser la participation à la recherche de la société civile en Ile-de-France, notamment sur des thématiques peu investies par le monde académique. Les trois institutions associées au projet se sont saisies de cette occasion pour proposer ce projet de recherche dont l'élaboration avait été commencée en amont, via des réunions entre les intervenants de MdM et les chercheurs en sociologie du Centre d'Etude sur l'Actuel et le Quotidien (CEAQ, Université Paris Descartes) et de l'Institut de Travail Social et de Recherche Sociale (ITSRS).
- 12 La recherche émane des chercheurs et praticiens, qui se sont saisis de la possibilité offerte par le dispositif PICRI. L'équipe rassemble donc au départ les sociologues de l'université Paris Descartes et de l'ITSRS, et les responsables et intervenants de la mission Squats de MdM. Le changement visé concerne avant tout les pratiques : la recherche-action a une visée évaluative et vise donc l'amélioration du dispositif. Mais elle s'inscrit également dans des préoccupations plus larges : la réduction des inégalités de santé, mais aussi la participation à une forme de régulation sociale, qui passe par la reconnaissance des populations en marge, de leurs histoires et de leurs singularités, plutôt que par leur ségrégation dans l'invisibilité et les représentations sécuritaires. C'est là une première dimension de notre engagement en tant que chercheur. Travailler sur (et dans notre cas avec) des populations marginalisées concourt à les rendre visibles. Les chercheurs assument en quelque sorte un rôle de « porte-parole » en participant à porter à l'existence publique une population ainsi qu'à expliciter les processus de marginalisation qui les affectent (Callon, 1999).
- 13 La méthodologie d'action développée par la mission Squats est de travailler avec les personnes concernées. L'interaction, le partage des connaissances et des compétences entre squatteurs et intervenants sont favorisés dans ces actions qui visent à renforcer

l'action communautaire. Ce mode opératoire avait été repéré lors de l'élaboration du projet proposé à la Région. Par ailleurs, le projet avait été présenté aux squatteurs et avaient reçu leur approbation. Cependant, la méthodologie proposée à cette étape en tenait insuffisamment compte : nous avions prévu des séminaires de travail entre MdM et les chercheurs, sans associer les squatteurs. Lors du démarrage de la recherche, une première réflexion a donc conduit à modifier le dispositif méthodologique afin d'y associer les squatteurs. Nous souhaitons que tous les acteurs participent à la formulation de la problématique et des hypothèses.

- 14 La participation des squatteurs à la recherche-action a été facilitée par la présence de l'Intersquat. Il s'agit d'une association sans existence juridique, créée en 2005, qui rassemble 27 collectifs de Paris et sa banlieue. Reposant sur un principe de libre adhésion et refusant de se considérer comme des représentants des squats, le collectif existe lorsqu'il se rassemble et au travers des projets communs qui sont menés. Si la mission Squats a construit sa légitimité d'intervention auprès des squatteurs sur la durée, la présence de l'Intersquat nous donnait un cadre, à nous chercheurs, pour venir présenter la recherche et solliciter la participation des squatteurs.
- 15 L'Intersquat est ainsi devenu le quatrième partenaire de la recherche-action, aux côtés de l'ITSRS, de la mission Squats et du CEAQ. Ces quatre partenaires constituent trois groupes distincts : les chercheurs en sociologie, les intervenants de terrain, les squatteurs. La recherche-action implique la participation de chacun d'entre eux. Ce positionnement constitue une autre dimension de notre engagement en tant que chercheur : il s'agit de considérer que chacun de ces acteurs possède des savoirs et des compétences, sont capables de participer à la production de connaissance. Ce positionnement peut trouver des fondements généraux dans la sociologie compréhensive, qui postule que les acteurs sont détenteurs de savoirs, mettent en œuvre des activités de compréhension et d'interprétation dans la vie courante, font preuve d'une capacité de définition des situations. La tâche de la sociologie peut alors être identifiée comme une systématisation des savoirs pratiques et quotidiens, leur portage dans un ordre de savoir répondant à des exigences scientifiques, leur mise en relation et leur éclairage au regard des contextes sociaux plus larges dans lesquelles ils s'inscrivent (Schütz, 1987 ; Watier, 2002 ; Schnapper, 1999). Ce positionnement prend une acuité particulière en sociologie de la déviance. Face aux institutions, les individus socialement disqualifiés ont du mal à être identifiés et traités comme sujets. Ils correspondent à ce que l'on a récemment appelés des « acteurs faibles » (Payet, Giuliani et Laforgue, 2010). Par l'usage de ce terme, il s'agit à la fois de reconnaître l'asymétrie de leur situation par rapport à d'autres protagonistes avec qui ils sont en interaction, mais en même temps, de ne pas nier leurs capacités d'action, d'adaptation et d'intervention. « Mettre à jour, par l'analyse l'autonomie des acteurs faibles, c'est montrer que leur champ d'expériences et leur horizon d'attente ne sont pas le simple produit d'une subordination à une hypothétique culture dominante. » (ibid., p11). Notre volonté permanente fut de renforcer la position de ces acteurs faibles que sont les squatteurs en leur laissant la plus grande place possible dans le dispositif de recherche.

Un dispositif concret de participation

- 16 La participation des différents acteurs à la recherche-action exige la mise en place d'un dispositif concret qui la permet. Notre réflexion s'est appuyée sur la démarche en santé

communautaire. Dans sa dimension éthique, cette démarche consiste à passer des relations asymétriques – les professionnels évaluent les situations et estiment les besoins, en fonction des procédures et idées portées par leurs institutions – à la réciprocité et la coopération : permettre aux personnes de prendre conscience de la nature collective de leurs besoins, et de leur capacité parfois à les résoudre collectivement, et ainsi « conférer aux individus et aux populations un plus grand contrôle sur leur propre santé » . Methodologiquement, l'approche communautaire de la santé consiste à créer des « espaces temps de confrontation » permettant de construire collectivement la nature des problèmes et des réponses à y apporter (Bass, 2008). La participation des personnes renvoie donc à l'organisation d'espaces concrets où échanger sur la formulation des problèmes et des modalités de résolution.

- 17 La recherche-action a été présentée lors d'une réunion de l'Intersquat, afin de constituer un groupe de travail ayant pour objectif de redéfinir ensemble la problématique et les hypothèses. Cette démarche a été une réussite puisque les trois groupes d'acteurs ont été représentés dans le groupe. L'organisation de ces groupes dans des squats a également permis aux personnes intéressées qui se trouvaient sur les lieux d'y participer. Le choix du lieu est donc un élément important pour favoriser la participation des personnes. Notons toutefois que les personnes de l'Intersquat impliquées sont en partie des travailleurs sociaux – nous y reviendrons.
- 18 Le deuxième espace-temps de collaboration mis en place est celui d'un séminaire de travail réunissant les sociologues et les intervenants de la mission. Au rythme d'une fois par mois, ces séminaires sont des moments d'échange et de réflexion collective. Toutes les décisions relatives à la méthode d'enquête ont été discutées en équipe, notamment : la réflexion préalable à l'élaboration du guide d'entretien, la discussion des versions proposées par les sociologues, la constitution de l'échantillon des personnes à interroger. Enfin, le comité de pilotage se réunissant deux fois par an est composé de membres des trois groupes d'acteurs, ainsi que de trois sociologues extérieurs à la recherche.

Les enjeux pour chacun des acteurs et la question de l'instrumentalisation

- 19 Un des premiers objectifs du groupe de travail a été d'explicitier les objectifs de chaque groupe d'acteurs, résumables ainsi :
 - Pour les chercheurs : produire des connaissances, les valoriser en publications, interventions et participation à la vie scientifique.
 - Pour les intervenants : mener une évaluation du dispositif de la mission, et ainsi pouvoir fournir aux bailleurs des informations plus précises, avoir une meilleure visibilité de l'impact des interventions et actions menées pour les personnes, replacer les savoirs et savoir-faire de la mission dans des connaissances plus globales, améliorer le dispositif.
 - Pour les squatteurs : la participation à la réflexion sur l'amélioration des conditions de vie en squat, la capitalisation des connaissances dans un contexte marqué par l'instabilité. Il faut préciser que l'Intersquat conduit déjà des activités de réflexion et de capitalisation d'expériences et de savoir-faire, notamment au travers d'un festival bi-annuel à Paris (Festival des ouvertures utiles ou F.O.U.) et de rencontres avec les milieux des squats à l'étranger. Les enjeux de telles actions et de la participation au PICRI pour les squatteurs sont à replacer dans le contexte de la menace d'expulsion dont ils font l'objet, et de la crainte d'un durcissement de l'action de pouvoirs publics envers les squats. Il y a alors un

enjeu de légitimité (améliorer l'image des squats vis-à-vis de l'extérieur) et un enjeu politique (disposer d'arguments lors des procédures et plus largement face à des interlocuteurs, peser dans les débats publics et politiques).

- 20 Ces enjeux distincts et intérêts propres soulèvent la question de l'instrumentalisation. Si le principe de neutralité est souvent posé comme un fondement de la recherche en sciences sociales (Weber, 1992, pp. 365-433), la sociologie et les autres sciences humaines connaissent une longue tradition de chercheurs engagés. Dans la recherche-action, l'engagement des chercheurs est clairement acceptée, puisqu'elle admet viser une transformation de la réalité sociale, souhaitée par les personnes impliquées (Barbier, 1996, p. 34). Nous avons évoqué plus haut les différentes dimensions de cet engagement. Par ailleurs, la recherche est en quelque sorte instrumentale puisque les enjeux de chacun sont pris en compte. Mais cette prise en compte se réalise sous la forme d'une élaboration collective de la problématisation et des questionnements. La recherche-action met ensuite en œuvre un dispositif méthodologique et un travail d'enquête comparable aux autres types de recherche, dans notre cas une trentaine d'entretiens compréhensifs une démarche d'observation directe dans les squats ainsi que des focus groups (Kaufmann, 1996 ; Arborio et Fournier, 1999). Chaque groupe d'acteurs est ensuite libre de s'approprier les résultats dans son contexte et pour servir ses propres intérêts.

Evolution de la problématique

- 21 Le groupe de travail ne nous a pas conduits à bouleverser notre cadre de réflexion (du fait de la préparation du projet en amont entre chercheurs et intervenants), mais nous a amenés à redélimiter le champ d'étude et à reformuler la problématique. Les hypothèses ont été revues au cours de la réflexion collective, les squatteurs présents jouant le rôle d'« informateurs privilégiés », nous aidant ainsi à préparer le travail d'enquête par entretiens qui avait été prévu.
- 22 Suite aux groupes de travail, nous avons circonscrit notre recherche aux squats ouverts sur l'extérieur, avec lesquels la mission travaille principalement. Ces squats remplissent une fonction d'hébergement mais s'ouvrent également au public en des occasions définies (concerts, événements culturels et artistiques, activités organisées par des associations, journées ou soirées « portes ouvertes », repas de quartier, etc.). Le travail avec les intervenants et les squatteurs nous a amené à faire porter notre réflexion sur la possible constitution des squats comme des espace-temps intermédiaires entre la rue et la réinscription sociale, et donc sur les capacités des squats à être des « bridge-maker », des faiseurs de ponts vers la société globale (notamment dans ses aspects de participation à la citoyenneté, d'accès aux droits et au système de santé). C'est dans ce cadre que l'on peut évaluer le dispositif de MdM et sa capacité à faciliter l'accès ou le retour vers les soins et le droit.
- 23 Nos hypothèses de départ portaient d'une part sur le rapport à la santé et d'autre part sur le rapport aux institutions. Sur le premier axe, nous postulions notamment un lien entre l'expérience de la précarité et une faible préoccupation pour la santé (attitudes de repli, faible projection dans l'avenir), ainsi qu'un lien avec des conduites de prise de risques pour les plus jeunes. Sur le deuxième axe, nous envisagions un accès aux droits limité de par une méconnaissance de ceux-ci, une complexité du système administratif et une distance entretenue avec les institutions liées à des revendications subculturelles, les organismes producteurs de services d'aide en général et de soin en particulier pouvant

être perçus à travers le prisme de ce rapport critique aux institutions. Les groupes de travail nous ont conduits, sur le premier axe, à envisager la santé des personnes en relation avec la vie collective au sein du squat. Sur le deuxième axe, ils nous ont amenés à intégrer une hypothèse d'inadaptation des structures médico-sociales face aux squatteurs. De leur point de vue, ce sont en effet les pratiques des institutions et les méthodes d'intervention des travailleurs sociaux qui sont perçues comme inadaptées. Par ailleurs, si nous comptions étudier les parcours, les squatteurs ont souligné l'importance des confrontations antérieures aux institutions pour comprendre leur positionnement (cas des parcours de prison, des placements en foyer, des expulsions). Pour synthétiser l'évolution de notre réflexion, nous pouvons dire que le travail avec les squatteurs nous a conduits à mieux intégrer (comme axes de questionnement) leurs points de vue et positionnements vis-à-vis des normes de santé et des institutions médico-sociales. L'un des objectifs de la recherche devient alors de vérifier dans quelle mesure les squatteurs ont des ressources sous-utilisées par les institutions médico-sociales, sous-utilisées parce qu'incompatibles avec les dites institutions. Dans quelle mesure le dispositif de MdM, mieux étudié, peut-il valoriser ces ressources et leur donner une compatibilité institutionnelle ? En résumé : renforcer et officialiser leur débrouille.

La phase d'analyse

- 24 Les entretiens ont été réalisés pour deux tiers par une intervenante bénévole de la mission et pour un tiers par une sociologue. Cela a donc nécessité des échanges avec l'intervenante pour qu'elle s'approprie la méthodologie de l'entretien sociologique. Les personnes interrogées, réparties en plusieurs groupes à partir du critère de la proximité avec la mission (usagers, familiers, éloignés), ont été identifiées et sollicitées par les intervenants et les participants au groupe de travail de l'Intersquat. Il a été décidé que les personnes éloignées de la mission seraient interrogées par le chercheur afin de minimiser les biais d'enquête (permettre la critique de la mission, moins aisée si l'entretien est réalisé par un intervenant). Les entretiens sont lus par les sociologues et les intervenants seulement. Pour des raisons de confidentialité des propos, les squatteurs n'ont pas été associés à cette étape, les membres du groupe de travail connaissant les personnes interrogées.
- 25 La répartition du travail d'analyse des entretiens a été mise en discussion. Les intervenants ne se sentant pas à l'aise avec cet aspect du travail, il a été décidé de conserver un partage des tâches entre sociologues et intervenants. Les modalités de coopération mises en place pour l'analyse sont dans la continuité des étapes précédentes : les sociologues réalisent la pré-analyse des entretiens, les résultats sont discutés et éventuellement réorientés dans le cadre du séminaire de travail collaboratif ; les résultats, considérés avant cela comme provisoires, sont discutés avec les squatteurs lors de forums en squats.
- 26 Ce dispositif visait à soumettre nos analyses à la discussion avant l'écriture du rapport. Les bénéfices attendus de cette méthode étaient une participation effective de tous les acteurs à l'analyse, et l'appropriation par chacun des apports de la recherche. Cela ne signifie pas forcément que des analyses contestées par les partenaires soient éliminées, mais cela laisse la possibilité ouverte de les réorienter en tenant compte des réactions qu'elles suscitent. Nous prévoyions que certains sujets susciteraient des débats. Par exemple, quelles seraient les réactions des squatteurs aux typifications de l'analyse

sociologique, qui forcent les traits caractéristiques et tendent à enfermer les acteurs dans des catégories ? Ou encore, nous pensions que les squatteurs, dont la pratique est illégale, ne souhaiteraient probablement pas que soient diffusées des informations relatives aux techniques d'ouverture des squats et d'évitement de la répression. Mais en fait, dans l'ensemble, les partenaires se révélèrent respectueux de nos analyses, même lorsqu'elles ne leur étaient pas forcément immédiatement favorables.

Premières analyses sur le partenariat au quinzième mois de la recherche

La participation des squatteurs : adhésion et réticences

- 27 La participation effective des personnes concernées est une difficulté bien connue des recherches participatives (Van Campenhoudt, Franssen, Cantelli, 2009), notamment dans un cadre comme le nôtre où ce sont les intervenants et les chercheurs qui sont à l'origine du projet, et non les personnes concernées elles-mêmes. C'est aussi une difficulté reconnue dans l'action sociale et médico-sociale : la participation des usagers est souvent recherchée, inscrite même dans les textes législatifs, mais rarement mise en œuvre dans toutes ses implications. Elle reste souvent formelle, voire dirigée, ne permettant pas réellement aux usagers de prendre des initiatives, de peser sur les décisions, de participer à la formulation des problèmes et leur résolution (Bouquet, 2009, pp. 157-172 et Bouquet, Jaeger, Draperi, 2009, pp. 247-153). Si le dispositif méthodologique mis en œuvre en amont a de ce point de vue été une réussite, force est de constater que cela a été moins le cas jusqu'à présent pour la discussion des analyses. La principale conclusion du premier forum est en effet la faible participation des squatteurs. Un enseignement retiré est l'importance des conditions concrètes de la participation. Le forum était en effet organisé dans le cadre d'un festival organisé par l'Intersquat et se déroulait dans un squat, mais dans un lieu excentré et dissocié des événements culturels et artistiques du festival.
- 28 Parmi nos erreurs, on peut citer celle de n'avoir pas assez adapté notre présentation à nos interlocuteurs. Le but initial était louable : les juger *a priori* capables de comprendre des concepts sociologiques que nous utilisions. Mais même si cela était globalement le cas, cela les poussa à avoir une position d'auditeurs attentifs plutôt que d'intervenants sur le contenu des analyses que nous propositions. Ainsi, nos analyses sur les parcours, les usages des squats, les rapports à la santé et aux institutions ont été reçues sans provoquer ni rejet manifeste ni réelle discussion. Une situation similaire s'est produite lors du deuxième comité de pilotage. Lors de celui-ci, il s'agissait de rappeler les premiers résultats, puis de débattre et de statuer sur la méthode envisagée pour la deuxième phase d'enquête. A l'issue de la présentation, un des squatteurs présents a souligné ses difficultés de compréhension. Nous voyons ici s'établir une des lignes de partage de notre recherche-action : la définition de la méthode est une expertise qui reste propriété des chercheurs.
- 29 Nous retenons du déroulement de ces étapes l'importance de penser dans toutes ses dimensions le dispositif concret de participation. Une plus grande communication autour du forum, mais aussi sa meilleure intégration dans les activités du F.O.U. aurait sans aucun doute permis une plus grande participation des personnes concernées. Surtout, la faiblesse d'appropriation de nos analyses par les squatteurs met en relief « les épreuves relationnelles de traduction » auxquelles de telles recherches confrontent, c'est-à-dire la

difficulté à rendre accessible des analyses relevant d'un appareil conceptuel que ne maîtrisent pas tous les acteurs (Audoux-Lemoine, 2009). Force est de constater les lignes de partage qui se sont construites au cours de la recherche : tous les acteurs ont participé à la problématisation, l'analyse a été partiellement partagée avec les intervenants sociaux tandis que la définition de la méthode est restée la propriété des chercheurs. Le partage des savoirs au travers de l'élaboration d'un langage commun s'est finalement plus facilement réalisé avec les intervenants sociaux qu'avec les squatteurs.

- 30 Nous avons pu observer au cours de la recherche que la formulation collective de la problématisation ne résout pas toutes les tensions relatives aux intérêts pluriels qui coexistent. Le principal sujet de débat lors du forum a été celui du commanditaire : à qui vont aller les résultats ? A quoi vont-ils servir ? Si le principe de la recherche-action avait reçu l'approbation des squatteurs auxquels elle a avait été présentée, certains s'engageant dans le groupe de travail, d'autres la découvriraient à l'occasion du forum. La nature du dispositif PICRI, réexpliquée à cette occasion, a permis de désamorcer une partie des inquiétudes, puisqu'il ne s'agit pas stricto-sensu d'une commande émanant de l'institution, le programme n'étant pas fléché dans ses thématiques. Nous avons d'autre part réaffirmé notre engagement à diffuser les résultats auprès des squatteurs, afin qu'ils puissent les utiliser à leur guise.
- 31 Ces tensions sont en partie intégrables dans l'analyse. Comme le note Julie Baujard dans son retour sur son expérience de recherche en anthropologie auprès de réfugiés en Inde (2006, p. 141), les réactions à la recherche permettent d'explicitier les logiques sociales et les positionnements des acteurs. Les réticences des squatteurs sont parties prenantes de leur positionnement vis-à-vis des institutions en général, qui fait partie du questionnement de notre recherche-action. Un axe central de notre recherche concerne en effet la distance aux institutions entretenues par les squatteurs, et la compréhension des logiques qui la sous-tendent. Etant donné ce positionnement, le maintien d'une partie des tensions est d'ailleurs inévitable : la diffusion de résultats sur des groupes pratiquant une activité illégale telle que le squat est forcément délicate.
- 32 Ce type de recherche fait partie de ces « terrains sensibles », où les chercheurs suscitent une méfiance après tout bien légitime puisque la diffusion des résultats est en effet susceptible d'entraîner des effets négatifs pour les personnes (Bouillon, Fresia et Tallio, 2006). D'où les pratiques d'autocensure fréquemment adoptées par les chercheurs, consistant à passer sous silence certaines données, qui seraient néfastes aux acteurs. Dans notre cas, les squatteurs ont manifesté des réticences à ce que des détails soient donnés sur les pratiques d'ouverture des squats et de contournement de la répression. Une autocensure consiste donc à ne pas rendre compte de ces pratiques, qui relèvent pourtant des interactions entre un groupe marginalisé et les agents de l'ordre public (la police et la justice), et sont donc à ce titre des éléments d'analyse dans le cadre d'une sociologie de la déviance. Mais ces omissions là ne font pas disparaître la possibilité d'une mauvaise réception des analyses des chercheurs par les personnes concernées : elles éclairent en effet les pratiques de manière parfois contradictoires aux représentations et discours des acteurs (Adler et Adler, 2000, p. 170). Ce sont là des difficultés auxquelles nous sommes nous aussi confrontés, comme d'autres chercheurs sur le sujet (Bouillon, 2009), tant dans la description des pratiques illégales des squatteurs que dans l'analyse de leurs parcours, discours et pratiques. Après ce premier forum, on peut faire l'hypothèse que dans notre cas le désaccord avec nos analyses s'est plus traduit par un retrait du dispositif que par sa contestation.

La participation des squatteurs : quels squatteurs ?

- 33 Qui sont les squatteurs qui se sont engagés dans la recherche-action ? Avec un groupe informel comme l'Intersquat, dont les valeurs sont basées sur l'autonomie des individus, la participation se fait plus avec des individus qu'avec le collectif. Ce type de collectif s'agglomère majoritairement sur des durées courtes, le temps d'une action collective, par exemple pour l'ouverture d'un squat ou face à une menace collective, par exemple une expulsion. L'agglomération sur le long terme est de faible intensité, a minima. Les individualités qui se sont le plus régulièrement investies dans le partenariat étaient celles qui avaient des intérêts proches de ceux des travailleurs sociaux et des chercheurs. Les deux squatteurs participant le plus régulièrement au groupe de travail sont... des travailleurs sociaux et des éducateurs spécialisés. D'autres squatteurs, ayant un profil plus « attendu » participèrent plus ponctuellement aux séminaires. Mais leurs interventions, moins structurés que celles des autres participants travailleurs sociaux, étaient souvent recadrées par ces derniers.
- 34 Nous sommes ici dans une situation connue des chercheurs, la recherche du « représentant authentique », « pur » du groupe qu'il étudie et sa volonté d'éviter les formes corrompues par un contact trop fort avec la société globale. Si le patient 0, celui qui a produit le dysfonctionnement originel et original, avant toute mutation ou adaptation à l'environnement, existe en épidémiologie, le « sujet 0 » n'existe évidemment pas en sciences sociales, et encore moins en sociologie. Tous les sujets sont immergés dans la société globale. Penser que ceux qui sont les plus éloignés du travail social ou des sciences sociales seraient les meilleurs vecteurs d'information possibles est à la fois une aporie et un propos anti-sociologique. Comme le sociologue est un filtre producteur de sens scientifique, les sujets membres du groupe étudié, tout en ayant des références communes avec les chercheurs, sont des partenaires précieux. Ils sont des passeurs. Il y a peut-être un parasitage, comme dans toute acte de communication, mais moins qu'avec des sujets encore plus éloignés du mode de communication et des centres d'intérêts des chercheurs. Ils sont pour ces derniers leur pierre de Rosette en quelque sorte, les intermédiaires qui vont permettre de décomposer et de baliser les distances de sens entre les univers symboliques de la population cible et ceux des chercheurs. De plus, pour limiter les biais liés aux profils des « informateurs » comme disent les anthropologues (Augé, 2006), nous avons inclus dans l'échantillon de personnes interrogées des sujets éloignés de la mission Squats de MdM et des dispositifs d'aide sociale.
- 35 Sur une question à peine différente, nous pouvons nous demander si l'Intersquat est représentatif du milieu squat. C'est un problème récurrent en termes de politique publique et de participation démocratique. Les acteurs représentatifs le sont-ils vraiment ? Cette question est d'importance pour le chercheur, c'est pour cela que nous avons inclus dans nos populations d'interviewés des sujets éloignés voire ignorants du dispositif d'aide de MdM. Elle l'est moins en termes de politiques publiques car l'efficacité de ces dernières repose moins sur l'adéquation entre acteurs et population globale que sur la capacité du groupe d'acteurs à pouvoir agir avec efficacité. Nous voulons signifier par là que des minorités, fussent-elles peu représentatives mais actives, ont une influence significative sur la réception, l'acceptation et l'application des politiques publiques, ce qui n'est pas forcément le cas d'une majorité silencieuse. Cela a été démontré depuis plusieurs décennies par les psychologues sociaux (Moscovici, 1991).

La participation de l'équipe de MdM

- 36 Là aussi, il faut se poser la question des individualités plutôt que de l'Institution. Outre son responsable, la mission Squats est essentiellement le fait de deux personnes : un coordinateur de mission et une éducatrice spécialisée. Le premier se considère autant comme un membre de l'Intersquat que comme un salarié de MdM. La deuxième considère que son identité première est son métier et non son institution. MdM est surtout pour elle l'organisation qui la rémunère et lui permet donc de faire son travail.
- 37 MdM étant, au même titre que les chercheurs, à l'origine de la recherche-action, les analyses ont été réalisées de manière collaborative dans le cadre de séminaires réguliers de travail. Toutefois, la lecture par l'équipe MdM de la perception que les utilisateurs du dispositif avaient de leur action fut aussi une épreuve. Lire dans nos entretiens que les populations cibles pouvaient ne pas avoir la même image du travail accompli que les travailleurs sociaux fut désagréable pour ces derniers. Ainsi l'éducatrice spécialisée renonça à lire les entretiens car à la lecture de la retranscription du groupe des familiers du dispositif, elle reconnut des personnes qui, selon elle, ne reconnaissaient pas l'importance de son travail à leur égard. Ainsi, une personne identifiée comme usagère de la mission ne faisait pas état de l'aide apportée par l'éducatrice spécialisée, tandis que celle-ci soulignait l'avoir accompagnée durant des mois, notamment en répondant à ses appels de détresse, parfois en dehors de ses heures de travail. Une autre personne soulignait les limites de l'aide face à des personnes manifestant des troubles psychiatriques au sein du squat, alors que les deux salariés de la mission signalaient être plusieurs fois intervenus face à des situations d'urgence et pour des recherches de solution. D'autres personnes interrogées disaient peu connaître les activités de la mission, alors qu'elles avaient plusieurs fois sollicité les salariés et fait l'objet d'un accompagnement.
- 38 Ces disjonctions d'interprétation ont donné lieu à une réflexion entre les chercheurs et les intervenants sociaux. Elles ont été mises en relation avec la personnalisation des rapports entre usagers et intervenants. La mission valorise en effet le rapport personnalisé avec les squatteurs. Il permet en particulier de faciliter l'intégration au milieu cible, plus facile pour des individus que pour une institution. Mais il en découle aussi une faiblesse d'identification des actions de la mission en tant que telle. Par ailleurs, il est probable que les personnes ne souhaitent pas retenir et revenir sur les moments les plus sombres et les plus difficiles de leur expérience, éludant ainsi le soutien dont elles ont eu besoin. Cela a conduit à une réflexion sur les sources de reconnaissance des salariés, celles-ci pouvant être différées ou indirectes (le mieux-être de la personne plutôt que le témoignage de sa reconnaissance).
- 39 De plus, comme nous travaillons sur des populations réduites, même si les sociologues « anonymisent » leur source, il peut être facile pour les membres de la mission de découvrir de qui il s'agit ; ces personnes, selon leurs propres critères et perceptions, ne réalisent apparemment pas la profondeur du travail réalisé. Comme l'éducatrice n'était pas sûre de ne pas leur en vouloir pour cela, elle préféra ne pas lire ce qui concernait la perception que la population cible avait de son travail. Il transparaît ici une difficulté inhérente à la recherche-action : « il existera toujours, en son cœur même, une tension créée par la relation entre la recherche et l'action, entre la théorie et la pratique, entre le processus de recherche et l'engagement dans le monde réel, entre le rôle de chercheurs et

celui de praticien » (Dolbec, 2003, p. 535). Cet épisode soulève aussi un questionnement méthodologique : comment concilier, dans ce type de recherche, le respect de l'anonymat habituellement de règle dans une enquête sociologique d'une part, et la participation de tous les acteurs à la recherche-action d'autre part ? C'est une des limites du travail sur population réduite. La protection de l'anonymat est formelle, limitée.

Conclusion

- 40 La recherche-action possède des forces et des faiblesses différentes de celles de la recherche à objectif strictement cognitif. Les deux sont donc complémentaires, l'une visant la connaissance, l'autre alliant visée de connaissance et visée de changement. Comme le répétait Kurt Lewin, « Si vous voulez comprendre quelque chose, essayez de le changer ».
- 41 Il faut différencier l'effet par existence de la recherche et l'effet par usage de la recherche. L'effet par existence, c'est que le simple fait qu'il y ait une équipe de recherche, avec financements publics qui s'intéressent au sujet, augmente son importance. Cela donne un écho supplémentaire au phénomène dans son environnement. Pour les partenaires qui doivent justifier leur action auprès d'autres acteurs, c'est une valeur ajoutée dans un premier temps globalement positive. « La preuve que ce que l'on fait est important, cela attire l'attention de chercheurs ». Les effets de l'usage des résultats de la recherche induisent que les partenaires vont vouloir mettre en avant les résultats de la recherche qu'ils considèrent comme en leur faveur, preuve de leur utilité, de leur efficacité, de leur valeur, des difficultés indépendantes de leur action qu'ils rencontrent. Pour les résultats qu'ils considèrent comme négatifs, ils peuvent soit les nier, soit vouloir les occulter, soit les utiliser pour se réformer s'ils considèrent cette réforme comme possible. Dans ce dernier cas, cela dépend de l'espace que leur environnement laisse à cette possibilité de réforme. Si les partenaires considèrent que leur environnement ne va pas les laisser se réformer mais va profiter de ces résultats « légitimés » par leur scientificité institutionnelle pour les supprimer, ils vont soit les réfuter, soit les occulter.
- 42 A la limite, d'un point de vue cognitif, peu importe. Les chercheurs ont obtenu la connaissance et la compréhension qu'ils voulaient. Que les partenaires ne souhaitent pas s'en servir est un autre problème, peut-être regrettable mais qui n'invalide pas la recherche. La matière a été récupérée, elle a été analysée. Et d'autres chercheurs, avec d'autres méthodologies et d'autres objectifs peuvent désormais s'en emparer, s'en servir. D'un point de vue opérationnel, les logiques d'ingénierie sociale des acteurs auront été prises en compte dès le début du processus et le dispositif lui-même aura participé à créer de l'implication. L'appropriation des acquis en sera facilitée.

BIBLIOGRAPHIE

- Adler, Patricia et Adler, Peter (2000). « L'autocensure dans les sujets sensibles », dans Jacqueline Feldman, Ruth Canter Kohn (sous la direction de), *L'éthique dans les pratiques des sciences humaines : dilemmes*, pp. 163-180.
- Arborio, Anne-Marie et Fournier, Pierre (1999). *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, Paris, Nathan, 128 pages.
- Audoux-Lemoine, Christine (2009). « Chercheurs et acteurs associatifs, partenaires de recherche : vers une reconnaissance mutuelle ? », <http://sciencescitoyennes.org/spip.php?article1749>.
- Augé, Marc (2006). *Le métier d'anthropologue : sens et liberté*, Paris, Galilée, 68 pages.
- Barbier, René (1996). *La recherche-action*, Paris, Economica, 112 pages.
- Bass, Michel (2008). « Fondements de l'approche communautaire de la santé », Intervention au séminaire de la Fondation ITSRS. <http://www.afresc.org/>
- Baujard, Julie (2006). Ni espionne ni avocate. La place ambiguë de l'anthropologue auprès des réfugiés, dans Florence Bouillon, Marion Fresa et Virginie Tallio, *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, Centres d'études africaines/EHESS, pp. 125-143.
- Becker, Howard (1985). *Outsiders. Etudes en sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 247 pages.
- Bouillon, Florence (2009). *Les mondes du squat*, Paris, PUF, 244 pages.
- Bouillon, Florence, Marion Fresa et Virginie Tallio (2006). « Les terrains sensibles à l'aune de la réflexivité », dans *Terrains sensibles, expériences actuelles de l'anthropologie*, Centre d'études africaines/EHESS, pp. 13-28.
- Bouquet, Brigitte, Jean-François Draperi et Marcel Jaeger (sous la direction de) (2009). *Penser la participation en économie sociale et en action sociale*, Paris, Dunod, 277 pages.
- Callon, Michel (1999). « Ni intellectuel engagé, ni intellectuel dégagé : la double stratégie de l'attachement et du détachement », *Sociologie du travail*, vol. 41, pp. 65-78.
- Dolbec, André (2006). La recherche-action, dans Benoît Gauthier (sous la direction de), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses Universitaires du Québec, pp. 505-540.
- Duvoux Nicolas (2009). *L'autonomie des assistés. Sociologie des politiques d'insertion*, Paris, Presses Universitaires de France, 269 pages.
- Goyette, Gabrielle et Lessard-Hébert, Michelle (1987). *La recherche-action. Ses fonctions, ses fondements et son instrumentation*, Presses de l'Université du Québec, 205 pages.
- Kaufmann, Jean-Claude (1996). *L'enquête et ses méthodes : l'entretien compréhensif*, Paris, Nathan, 128 pages.
- Kurt, Lewin. (1972). *Psychologie dynamique*, Paris, PUF, 224 pages.
- Lapointe, Paul-André (2008). « La recherche partenariale, une autre façon pour les chercheurs d'assumer leur responsabilité sociale », *Cahier de transfert, ARUC*, Université Laval, 2008, 38 pages.

- Moscovici, Serge (1991). *Psychologie des minorités actives*, Paris, Presses Universitaires de France, 275 pages.
- Payet, Jean-Paul, Frédérique Giuliani et Denis Laforge (sous la direction de) (2010). *La voix des acteurs faibles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 246 pages.
- Schnapper, Dominique (1999). *La compréhension sociologique. Démarche de l'analyse typologique*, Paris, PUF, 145 pages.
- Schütz, Alfred (1987). *Le chercheur et le quotidien. Phénoménologie des sciences sociales*, Paris, Méridiens Klincksieck, 286 pages.
- Van Campenhoudt, Luc, Abraham Franssen et Fabrizio Cantelli (2009). « La méthode d'analyse en groupe », *Sociologies*. <http://sociologies.revue.org/index2968.html>
- Watier, Patrick (2002). *Une introduction à la sociologie compréhensive*, Paris, Circé, 182 pages.
- Watier, Patrick (2000). *Le savoir sociologique*, Paris, Desclée de Brouwer, 199 pages.
- Weber, Max (1992). *Essai sur la théorie de la science*, Paris, Press Pocket, 478 pages.
- Weber, Max (1992). *Le savant et le politique*, Paris, Press Pocket, 224 pages.

NOTES

1. Pour une présentation des différents courants de la recherche-action, nous renvoyons à Goyette et Léssard-Hébert (1987), Barbier (1996) et Dolbec (2006).
 2. Ce point est développé plus bas.
-

RÉSUMÉS

La recherche-action comporte deux caractéristiques principales : elle met en œuvre la collaboration entre plusieurs types d'acteurs et vise une transformation de la réalité sociale. Elle possède des forces et des faiblesses différentes de la recherche à objectif strictement cognitif. L'article rend compte d'une recherche-action menée par des sociologues, des intervenants sociaux et des populations vivant en squats en Ile-de-France. Les auteurs analysent les enjeux méthodologiques qui se sont posés sur ce terrain particulier relevant de la sociologie de la déviance. Ceux-ci sont liés, notamment, à la participation de chaque groupe d'acteurs aux différentes étapes de la recherche, à la présence d'intérêts différents portés par chacun d'entre eux, et à la conciliation entre les principes habituellement de rigueur dans l'enquête sociologique et les principes de la recherche-action.

Research-Action has two main objectives: to allow different players to cooperate, and to transform social reality. This methodology has both the strengths and the weaknesses of strictly cognitive research. In this article, the authors discuss a research-action project which brought together sociologists, social workers and squatters from the Ile-de-France region (Paris and surrounding region). Methodological issues that arise specifically in the context of deviance are addressed, notably the participation of the different players at different stages of the research

project, their different areas of interest, as well as the reconciliation between more conventional sociological research and the principles of research-action.

INDEX

Mots-clés : recherche-action, squats, participation, santé, marginalité

Keywords : research-action, squats, participation, health, marginalization

AUTEURS

ANNE PETIAU

Anne Petiau est Sociologue, chargée de recherche à l'ITSRS (Institut de Travail Social et de Recherche Sociale). anne.petiau@irts-montrouge-neuillysurmarne.com.

LIONEL POURTAU

Lionel Pourtau est Sociologue, chargé de programmes à l'IGR (Institut Gustave Roussy) / Université Paris Descartes. lionel.pourtau@igr.fr.